



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

Convention n°2024-588

Octroi d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée pour l'installation, l'exploitation et l'entretien de distributeurs automatiques de boissons fraîches et chaudes et de denrées alimentaires

Entre :

L'Établissement public du Palais de la Porte Dorée – Musée national de l'histoire de l'immigration – Aquarium tropical,
Établissement public à caractère administratif immatriculé sous le n° SIRET : 130 002 728 00017 –
Code APE : 9103Z,
Dont le siège social est situé au 293, avenue de Daumesnil, 75012 Paris,
Représenté par Madame Constance RIVIÈRE, en sa qualité de Directrice générale,

Ci-après dénommé « l'Établissement »,

D'une part,

Et : ⁽¹⁾

Dénomination sociale :
(Enseigne commerciale, si elle existe) :
Nature juridique :
Immatriculée au RCS de :
Sous le N° SIRET
Code APE :
Dont le siège social est situé :
Représentée par Madame/Monsieur :
En qualité de :

Ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire »,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit entre les parties

⁽¹⁾ Coordonnées à compléter de façon exhaustive par le bénéficiaire.

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 : OBJET

ARTICLE 2 : RESPONSABLES DU SUIVI DE LA CONVENTION

ARTICLE 3 : SERVICES OFFERTS PAR LE BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 4 : ESPACES MIS À DISPOSITION PAR L'ÉTABLISSEMENT ET ACTIVITÉS AUTORISÉES

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

ARTICLE 8 : ÉTAT DES LIEUX

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 11 : SÉCURITÉ

ARTICLE 12 : RESPECT DU RÈGLEMENT - INTERDICTIONS - LIVRAISONS

ARTICLE 13 : NETTOYAGE

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

ARTICLE 15 : LITIGES – ATTRIBUTIONS DE COMPÉTENCE

ARTICLE 16 : ANNEXES

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet d'accorder au bénéficiaire une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement ») en vue de permettre l'installation, l'exploitation et l'entretien par le bénéficiaire d'appareils de distribution automatique de boissons et de denrées alimentaires.

La présente autorisation revêt un caractère d'*intuitu personae* et est consentie au bénéficiaire à titre exclusif.

Elle est consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public. Elle n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L. 2122-6 du code général de propriété des personnes publiques (CG3P).

ARTICLE 2 : RESPONSABLES DU SUIVI DE LA CONVENTION

2.1 – Pour l'Établissement

La responsabilité technique du suivi d'exécution de la présente convention est assurée par la Direction du monument historique, de l'immobilier et de la sécurité représentée par Monsieur Christophe BOGAERT, en sa qualité de chef du service de l'immobilier et de la maintenance (01 44 74 85 22 – christophe.bogaert@palais-portedoree.fr).

2.2 – Pour le bénéficiaire

2.2.1 – Désignation

Dans les dix (10) jours calendaires suivant la signature de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à désigner une personne physique (responsable technique) chargée de le représenter auprès de l'Établissement pour la gestion de l'installation et de l'exploitation des distributeurs automatiques.

Le responsable technique sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exercice de cette activité. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement ou non, de tout incident.

Ce responsable technique sera placé sous l'autorité administrative du représentant de l'Établissement visé ci-dessus, mais demeurera sous l'autorité hiérarchique du bénéficiaire en sa qualité d'employeur. En outre, ce responsable technique assurera la coordination, la gestion et l'organisation de l'activité, ainsi que le contrôle de la qualité des produits et denrées proposés à la vente.

Enfin, le représentant du bénéficiaire sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de la durée de la présente convention, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de d'engager le bénéficiaire,
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de son entreprise pouvant influencer sur le déroulement de la présente convention.

2.2.2 – Remplacement

En cas d'absence de son représentant, le bénéficiaire désignera dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures, par écrit, une autre personne pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement se réserve la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires après sa désignation. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

ARTICLE 3 : SERVICES OFFERTS PAR LE BÉNÉFICIAIRE

3.1 – Offre de produits

Le bénéficiaire installera des distributeurs automatiques de boissons et denrées alimentaires dans les espaces de l'Établissement lui étant mis à disposition en vertu de la présente convention et procèdera à leur entretien et approvisionnement réguliers.

Le bénéficiaire proposera obligatoirement à la vente, via ces distributeurs, les typologies de produits suivantes :

- Boissons fraîches et chaudes non alcoolisées et non alcooliques,
- Denrées alimentaires, notamment des sandwiches, friandises, gâteaux,

Les activités de ventes de boissons et de denrées alimentaires réalisées par le bénéficiaire dans ce cadre devront être largement accessibles financièrement pour les usagers consommateurs avec un positionnement de l'offre volontairement économique tout en privilégiant la vente de produits de qualité (exemple : produits bio, sains, fruits secs...).

Le bénéficiaire aura remis à l'Établissement, préalablement à la signature de la présente convention, son offre de boissons et de denrées alimentaires, qu'il s'engage à respecter et qui sera acceptée par l'Établissement et annexée à la présente convention (annexe 1) ⁽²⁾.

Si l'offre des boissons et des denrées alimentaires du bénéficiaire est amenée à évoluer en cours d'exécution de la présente convention, la nouvelle offre devra impérativement être présentée par écrit par le bénéficiaire à l'Établissement et soumise à l'accord préalable et écrit de l'Établissement avant sa mise en œuvre.

3.2 – Conditions d'exploitation

Les distributeurs installés par le bénéficiaire devront être accessibles tous les jours de la semaine, y compris les samedis, dimanches et jours fériés, en fonction des horaires d'ouverture administrative de l'Établissement.

Les approvisionnements des produits, le nettoyage intérieur et extérieur et le contrôle des dosages des distributeurs ainsi que le ramassage des fonds et la collecte des déchets (en particulier à recycler) devront être réalisés par les agents du bénéficiaire avec une périodicité régulière et **au minimum hebdomadaire**.

Les approvisionnements en produits devront également être réalisés à un rythme suffisant pour éviter les ruptures de stock des produits et **au minimum une fois par semaine**. Si un approvisionnement hebdomadaire s'avère insuffisant pour éviter des ruptures de stocks de produits, le bénéficiaire s'engage à organiser à ses frais exclusifs deux approvisionnements par semaine.

En cas de dysfonctionnement des distributeurs et/ou de rupture de stock d'un produit, signalé au bénéficiaire par l'Établissement par courriel (adresse électronique de contact : [REDACTED] ⁽³⁾) des interventions correctives visant la réparation des distributeurs et/ou leur approvisionnement en produits, devront être réalisées par le bénéficiaire au plus tard dans les vingt-quatre (24) heures suivant le signalement réalisé par l'Établissement, y compris le week-end et les jours fériés.

⁽²⁾ Document à fournir par le bénéficiaire au titre de son offre commerciale (mémoire technique).

⁽³⁾ Adresse de courrier électronique à compléter par le bénéficiaire.

Un système automatisé de détection à distance des pannes et des ruptures de stock pourra également être proposé par le bénéficiaire.

Tout matériel défectueux du bénéficiaire devra être remplacé par le bénéficiaire au plus tard dans les quarante-huit (48) heures suivant une intervention corrective effective, restée infructueuse.

En cas de non-respect par le bénéficiaire du délai de vingt-quatre (24) heures pour une intervention corrective et/ou du délai de quarante-huit (48) heures pour remplacement de matériel défectueux, le bénéficiaire s'exposera à l'application par l'Établissement, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) par jour de retard constaté, sauf si le bénéficiaire peut se prévaloir d'un cas de force majeure empêchant son intervention, tel que défini par la loi et la jurisprudence françaises.

ARTICLE 4 : ESPACES MIS À DISPOSITION PAR L'ÉTABLISSEMENT ET ACTIVITÉS AUTORISÉES

4.1 – Espaces mis à disposition par l'Établissement

L'Établissement mettra à la disposition du bénéficiaire les espaces suivants, en vue de l'installation et de l'exploitation par ce dernier de plusieurs distributeurs de boissons et denrées alimentaires :

- Un espace d'environ quatre mètres carrés (4 m²), situé dans le hall de l'accueil administratif de l'Établissement,
- Un espace d'environ deux mètres carrés (2 m²), situé dans le local de repas du personnel de l'Établissement situé dans l'aile Ouest du rez-de-jardin de l'Établissement.

Les espaces visés ci-dessus seront susceptibles d'évolutions à la seule initiative de l'Établissement mais sans que le métrage d'occupation ne varie (celui-ci étant garanti au bénéficiaire pour l'installation de ses appareils sur le site géographique de l'Établissement pendant la durée de la présente convention).

Si la localisation des espaces devait évoluer, le bénéficiaire ne pourrait prétendre à aucun surcoût de quelque nature que ce soit se rapportant à la nouvelle implantation de ses distributeurs automatiques ni à aucune indemnité compensatoire.

Un avenant à la présente convention sera rédigé entre les parties afin de formaliser les nouveaux espaces mis à disposition par l'Établissement.

L'Établissement mettra également à disposition du bénéficiaire sans contrepartie financière un raccordement à l'eau courante ainsi que tous les raccordements et/ou branchements électriques nécessaires à l'exploitation des distributeurs, à savoir des prises de courant 220 volts.

Le bénéficiaire est informé et accepte qu'il ne dispose pas d'espaces de stockage de matériels ou de produits consommables dans les locaux de l'Établissement.

L'Établissement fournira également gracieusement au bénéficiaire l'ensemble des fluides nécessaires à l'exploitation et au maintien en bon état de fonctionnement des appareils distributeurs et autres matériels qui seront installés dans les espaces mis à disposition (raccordement au réseau interne d'eau et d'électricité de l'Établissement).

4.2 – Activités exercées par le bénéficiaire et tarifications

Les espaces précités seront mis à disposition du bénéficiaire par l'Établissement exclusivement en vue de l'installation et de l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons et denrées alimentaires, à l'exclusion de tous autres appareils.

Les tarifications des boissons et denrées alimentaires soumises à la vente comprendront toutes les taxes et autres coûts, et seront à prix unitaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la grille tarifaire qu'il aura présentée à l'Établissement dans son offre (mémoire technique) et que ce dernier aura acceptée et qui sera annexée à la présente convention.

Tout changement de la tarification des produits devra être soumis à l'approbation préalable et écrite de l'Établissement, qui se réserve le droit de le refuser sans indemnités éventuelles en faveur du bénéficiaire. En cas de validation du changement de la tarification des produits, la nouvelle tarification fera l'objet d'un avenant à la présente convention. La nouvelle tarification sera effective à l'issue de la signature de l'avenant par les deux parties.

Un tarif préférentiel devra obligatoirement être proposé par le bénéficiaire aux agents de l'Établissement, munis d'une clé ou d'une carte spécifique.

Les modes de paiement proposés aux utilisateurs devront être variés : espèces (pièces de 1 centime à deux euros), carte bancaire, clef/badge/carte avec porte-monnaie électronique pour les agents de l'Établissement...

Les distributeurs devront être équipés d'un monnayeur, avec rendu de monnaie en cas de paiement supérieur au prix indiqué, et devront être suffisamment approvisionnés en monnaie par le bénéficiaire. Un appareil non approvisionné en monnaie sera considéré comme en dysfonctionnement et nécessitera l'intervention rapide du bénéficiaire (cf. dispositions de l'article 3.2 ci-dessus).

En cas de dysfonctionnement des appareils, le titulaire s'engage à :

- Restituer la monnaie non rendue aux utilisateurs qui en feront la demande écrite ;
- Remplacer ou rembourser les produits payés et non délivrés aux utilisateurs en faisant la demande écrite.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à tenir les espaces mis à sa disposition par l'Établissement en bon état de propreté et d'entretien et s'engage à les rendre tels quels à l'issue de la durée de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les espaces mis à sa disposition pour son propre compte. Il ne pourra en aucun cas sous-louer lesdits espaces, ni accorder des autorisations d'exploitation de ces espaces au profit de tiers.

Le bénéficiaire s'engage à fournir des matériels (en particulier les distributeurs automatiques) neufs ou reconditionnés, pouvant permettre l'utilisation par le consommateur ou l'utilisateur d'un contenant personnel (notamment les distributeurs automatiques de boissons chaudes) et, en tout état de cause, correspondant aux caractéristiques définies aux présentes et à respecter la réglementation et les normes en vigueur pour les activités de distribution automatique de boissons et de denrées alimentaires.

Le bénéficiaire s'engage à installer, exploiter et entretenir, a minima :

- Dans le hall de l'accueil administratif de l'Établissement :
 - Deux (2) distributeurs automatiques de boissons chaudes (dits « machines à café »),
 - Et un (1) distributeur automatique mixte de boissons fraîches (eau, jus de fruits, sodas, ...) et de denrées alimentaires (confiseries, produits frais, sandwiches, laitages...) à atmosphère réfrigérée.
- Dans le local de repos du personnel situé dans l'aile Ouest en rez-de-jardin de l'Établissement :
 - Un (1) distributeur automatique de boissons chaudes (« machine à café »).

Le bénéficiaire s'engage également à installer un mobilier de récupération des gobelets, des bouteilles, des canettes et des autres déchets à proximité immédiate de chacun des distributeurs automatiques et être clairement signalé aux utilisateurs par un message ou un pictogramme incitatif au recyclage.

Le bénéficiaire sera seul responsable de la collecte et du recyclage des déchets liés à l'utilisation des distributeurs automatiques de boissons et denrées alimentaires, qui devront être réalisés par le bénéficiaire au minimum à chaque passage d'approvisionnement et autant que cela s'avèrera nécessaire pour éviter des accumulations de déchets et une atteinte à des conditions normales d'hygiène.

En cas de signalement réalisé par l'Établissement par courriel d'une accumulation excessive de déchets, le bénéficiaire s'engage à intervenir dans les vingt-quatre (24) heures à compter de l'envoi dudit courriel de signalement pour collecter et évacuer les déchets.

En cas de non-respect des délais d'intervention par le bénéficiaire, ce dernier s'exposera à l'application par l'Établissement, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) par jour de retard constaté, sauf si le bénéficiaire peut se prévaloir d'un empêchement lié à un cas de force majeure tel que défini par la loi et la jurisprudence françaises.

Le détail des matériels installés et exploités par le bénéficiaire (et leurs caractéristiques techniques) figure en annexe 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à ce que tous les produits proposés à la vente dans les distributeurs automatiques soient maintenus constamment dans les conditions de conservation et de température qui seront adaptées et conformes à la législation en vigueur applicable.

Les dates limites de consommation (DLC) des produits devront être scrupuleusement respectées par le bénéficiaire ; les produits devront être retirés des distributeurs par le bénéficiaire au plus tard la veille de la date limite de consommation (soit à date J-1).

Le bénéficiaire s'engage à ce que la chaîne du froid des produits frais proposés dans les distributeurs soit respectée à tout moment, y compris lors des livraisons, au moyen de camions frigorifiques ou de tout autre véhicule permettant de ne pas rompre cette chaîne du froid.

En application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret n°2016-1170 du 30 août 2016 relatif aux modalités de mise en œuvre de la limitation des gobelets, verres et assiettes jetables en matière plastique, le bénéficiaire s'engage à ce que les distributeurs ne soient pas approvisionnés avec de la vaisselle jetable en plastique à usage unique (gobelets, bâtonnets mélangeurs ou « touillettes ») mais avec de la vaisselle jetable constituée de matières biosourcées (bois, carton, fibre de cellulose ou tous autres produits équivalents...).

Le bénéficiaire s'engage enfin à ce que les distributeurs soient accessibles et utilisables par des personnes à mobilité réduite, notamment pour celles qui circulent en fauteuil roulant.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

6.1 – Redevance d'exploitation

Le bénéficiaire percevra directement auprès des usagers ou consommateurs le prix de vente des boissons et/ou denrées alimentaires qu'il vendra au travers des distributeurs automatiques.

Il exploitera à ses risques et périls les appareils installés dans les espaces mis à disposition par l'Établissement. Il assurera seul tous les investissements de structure et matériels pour équiper les appareils, ainsi que leur maintenance et leur entretien réguliers.

En contrepartie de la présente autorisation d'occupation temporaire des espaces de l'Établissement et de l'exploitation des distributeurs y étant installés, le bénéficiaire s'engage à verser annuellement à l'Établissement une redevance composée d'une part fixe et d'une part variable, comme indiqué ci-dessous.

6.1.1 – Redevance fixe (minimum garanti)

Le bénéficiaire versera à l'Établissement, pendant toute la durée de la convention, une redevance fixe annuelle d'un montant forfaitaire, ferme et définitif de mille euros (1 000 €).

6.1.2 – Redevance variable

En complément de la redevance fixe, le bénéficiaire versera chaque année à l'Établissement une redevance variable proportionnelle au chiffre d'affaires annuel hors taxes (CAA HT) réalisé par le bénéficiaire au titre de l'exploitation des appareils installés dans les espaces mis à disposition par l'Établissement.

Cette redevance variable correspondra au taux suivant : pour cent (en chiffres : %) du chiffre d'affaires annuel hors taxe du bénéficiaire ⁽⁴⁾.

6.1.3 – Dispositions communes aux parts fixe et variable de la redevance

La redevance fixe, constituant un minimum garanti, ainsi que la redevance variable seront indexées annuellement, à la date anniversaire de la présente convention (date de signature des parties à la convention), de plein droit et sans autre formalité, en fonction de l'évolution de l'indice sur le « chiffre d'affaires et les services - indices bruts de valeur – restauration », paru au Bulletin mensuel des statistiques de l'INSEE (www.insee.fr).

Les parts de la redevance variable et la redevance fixe seront révisées annuellement en fonction de l'indice visé ci-dessus.

6.2 – **Suivi des comptes d'exploitation – Documents financiers**

À la fin de chaque année civile de la présente convention correspondant à la clôture des comptes et dans un délai de dix (10) jours ouvrés, le bénéficiaire s'engage à fournir à l'Établissement un bilan du compte d'exploitation relatif aux activités de vente par distribution automatique de boissons et de denrées alimentaires réalisées dans les espaces de l'Établissement de l'année précédente.

Ce compte d'exploitation devra préciser notamment le total des recettes encaissées, le chiffre d'affaires hors taxe et les marges brutes, par appareil exploité.

En cas de non-transmission à l'issue du délai susmentionné de ce bilan d'exploitation ou de transmission d'un bilan d'exploitation incomplet ou non approuvé par un expert-comptable, le bénéficiaire s'exposera à l'application de pénalités financières à verser à l'Établissement.

Ces pénalités s'élèveront à un montant forfaitaire de cent euros (100 €) par jour de retard dans la transmission du bilan d'exploitation complet et approuvé par un expert-comptable. Elles seront facturées par l'Établissement au bénéficiaire et devront lui être réglées selon les modalités définies à l'article 6.3 ci-dessous.

6.3 – **Règlement des redevances**

⁽⁴⁾ Pourcentage en lettres et en chiffres à compléter par le bénéficiaire.

6.3.1 – Règlement des redevances

Le règlement de la somme correspondant au total de la redevance fixe et de la redevance variable devra être effectué par le bénéficiaire en faveur de l'Établissement dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la fin de chaque année civile pendant la durée de la présente convention, à la clôture des comptes.

Pour la première et dernière année d'exploitation accordée au titre de la présente convention, les sommes seront versées par le bénéficiaire, au *pro rata temporis* de l'année civile concernée.

6.3.2 – Modalités de règlement

À la date anniversaire de la présente convention (date de signature par les parties), les sommes dues seront réglées par le bénéficiaire à l'Établissement, à terme à échoir, par virement bancaire ou postal au crédit du compte bancaire ouvert au nom de l'agent comptable de l'Établissement, dont les coordonnées sont les suivantes :

IBAN : 1007 1750 0000 0010 0501 861
BIC : TRPUFRP1

Le comptable assignataire de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

En cas de retard de paiement, l'Établissement se réserve le droit d'appliquer au bénéficiaire une pénalité financière de retard d'un montant forfaitaire de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard constaté, sans mise en demeure préalable.

6.4 – Dispositions fiscales

Tous les impôts et taxes liés à l'aménagement et l'exploitation des espaces objet de la présente AOT, notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), sont à la charge exclusive du bénéficiaire, qui s'acquitte directement de leur déclaration et de leur paiement, sans intervention de l'Établissement.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature par les deux parties.

Le commencement effectif d'exploitation par le bénéficiaire des distributeurs automatiques dans les espaces de l'Établissement devra intervenir au plus tard le **25 avril 2025**. Les modalités préalables d'installation des machines et tous autres matériels, nécessaires à l'exploitation des activités du bénéficiaire, seront arrêtées entre les parties, en tenant compte des dispositions visées au dernier alinéa du présent article 7.

La présente convention est conclue pour une durée ferme initiale de trois (3) années à compter de sa date de prise d'effet (date de signature par les parties).

La convention pourra ensuite être renouvelée une seule (1) fois, par tacite reconduction, pour une nouvelle période annuelle, à moins que l'Établissement ne notifie au bénéficiaire une décision expresse de non-reconduction, adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de trois (3) mois avant la fin de la durée ferme initiale de la convention.

Le bénéficiaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction tacite de la présente convention acceptée par l'Établissement, ni à la décision expresse de non-reconduction qu'il pourrait prendre.

La durée totale maximale de la présente convention est ainsi fixée à quarante-huit (48) mois.

Dans les quinze (15) jours précédant la fin de la convention, les parties conviendront d'une date pour le retrait par le bénéficiaire, sous sa seule responsabilité et à ses frais exclusifs, des appareils et matériels installés dans les espaces de l'Établissement et la remise en état de ces espaces.

ARTICLE 8 : ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera établi et signé contradictoirement entre les parties au moment de la prise de possession et de la restitution des espaces de l'Établissement.

Cet état des lieux sera annexé à la présente convention (annexe 3) et pourra servir le cas échéant de pièce justificative en cas de constat de dégradation des espaces et de frais occasionnés par l'Établissement pour la réparation et/ou la remise en état de l'un quelconque des espaces concernés par la présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Établissement.

En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à remettre les espaces mis à disposition dans l'état de propreté dans lequel ils lui ont été remis en entrant dans les lieux (cf. état des lieux d'entrée).

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

Le bénéficiaire pourra se voir appliquer des pénalités financières, conformément aux dispositions de la présente convention, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation par l'Établissement de ses défaillances, en cas de :

- Retard dans la mise à disposition, l'installation et la mise en marche des distributeurs tels que détaillés à l'article 5 ci-avant ;
- Retard dans les délais d'intervention corrective d'appareils défectueux ou retard dans les délais d'approvisionnement de produits ;
- Remplacement hors délai de l'appareil dont l'intervention corrective a été infructueuse ;
- Fourniture hors délai du bilan d'exploitation complet et approuvé par un expert-comptable à l'issue de chaque année civile ;
- Règlement hors délai des sommes dues au titre des redevances (fixe et variable) ;
- Règlement hors délai de la somme afférente à la facture de nettoyage éventuellement due au titre du nettoyage des espaces mis à disposition du bénéficiaire.

L'ensemble des pénalités financières prévues au présent article est cumulable sans limitation de plafond.

ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

Le bénéficiaire sera seul responsable de tous les dommages, matériels, corporels et incorporels, directs et indirects, causés par lui, ses préposés et par tout tiers intervenant à son initiative et pour son compte dans le cadre de toutes les activités qu'il exerce au sein de l'Établissement au titre de la présente convention.

Il renonce à exercer tout recours contre l'Établissement, en particulier en cas de sinistre sur son matériel (comprenant également le matériel qu'il loue pour exercer ses activités).

Dans le cadre de son assurance, le bénéficiaire s'engage à prendre en charge les conséquences, notamment financières, liées aux dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés à tout bien mobilier ou immobilier et à toute personne dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire est seul responsable et garantit l'Établissement contre tout recours lié à une intoxication alimentaire et à une maladie de toute personne ayant consommé une boisson et/ou une denrée alimentaires vendue dans un distributeur automatique du bénéficiaire installé dans les espaces de l'Établissement.

À la signature de la présente convention et conformément aux dispositions de la lettre de consultation, le bénéficiaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à l'exercice de ses activités objet de la convention.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de remettre à l'Établissement, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de sa demande, les attestations d'assurance visées ci-dessus émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

Les attestations devront obligatoirement préciser :

- Le nom de la compagnie,
- Les risques couverts,
- La date d'expiration des garanties prévues au contrat,
- Le numéro des polices.

ARTICLE 11 : SÉCURITÉ

Le bénéficiaire s'engage à assurer, dans des conditions conformes aux réglementations en vigueur, la sécurité de ses activités au sein de l'Établissement et s'engage à respecter et à faire respecter par ses personnels les consignes de sécurité qui lui seront communiquées par l'Établissement.

L'Établissement s'engage quant à lui à assurer la sécurité générale de ses espaces, dans les conditions conformes aux réglementations en vigueur, en garantissant notamment un système de gardiennage.

ARTICLE 12 : RESPECT DU RÈGLEMENT - INTERDICTIONS - LIVRAISONS

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses fournisseurs, prestataires et toutes autres personnes travaillant sous sa responsabilité et/ou son autorité, les directives qui lui seront transmises par l'Établissement pour la préservation de ses collections, à savoir les interdictions de :

- Fumer dans l'ensemble des espaces de l'Établissement,
- Toucher aux collections présentes dans l'enceinte de l'Établissement,
- Pénétrer dans des espaces non autorisés,
- Circuler avec toute boisson et toute nourriture à travers les espaces de présentation des collections vivantes et muséales.

Les livraisons réalisées par le bénéficiaire devront avoir lieu pendant les heures d'ouverture administrative de l'Établissement, tous les jours de 8 heures à 18 heures, y compris le lundi, jour de fermeture au public de l'Établissement.

Les personnels effectuant les livraisons ou les interventions de maintenance et d'entretien pour le compte du bénéficiaire devront être signalés par le bénéficiaire quarante-huit heures (48h) avant la livraison ou l'intervention au représentant de l'Établissement, ainsi que les plaques d'immatriculation des véhicules.

Les livraisons et les évacuations de déchets par le bénéficiaire devront impérativement être effectuées en respectant le circuit d'évacuation qui sera précisé au bénéficiaire par le représentant de l'Établissement.

ARTICLE 13 : NETTOYAGE

Le nettoyage courant des distributeurs, des espaces et de leurs abords, des structures et mobiliers tels que visés à l'article 4.1 ci-dessus, sera à la charge exclusive du bénéficiaire.

Un nettoyage régulier des espaces sera toutefois pris en charge par l'Établissement. Pour faciliter ce nettoyage, il est demandé au bénéficiaire de ne pas entraver les abords des différents espaces mis à sa disposition.

Dans le cas contraire ainsi que sur la base de l'état des lieux de sortie, l'Établissement se réserve le droit de facturer au bénéficiaire les coûts de nettoyage, d'enlèvement, de destruction du matériel et/ou des déchets.

Le bénéficiaire devra régler les sommes dues, sur présentation de la ou des factures par l'Établissement, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de leur réception sous peine, passé ce délai et sans mis en demeure préalable, de s'exposer au paiement d'une pénalité financière de retard d'un montant de cent euros (100 €) par jour de retard.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

14.1 – Résiliation liée à la survenance d'un cas de force majeure

La présente convention sera suspendue ou résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence française.

Dans le cas où l'exécution des obligations incombant à l'une des parties au titre de la présente convention serait retardée ou empêchée, en tout ou en partie, du fait de la survenance d'un cas de force majeure, la partie défaillante aura l'obligation d'en informer l'autre partie, par tout moyen écrit, dans les plus brefs délais et en tout état de cause dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la survenance d'un tel événement, en décrivant l'événement invoqué avec précision ainsi que la durée prévue de suspension des effets de la présente convention.

La fin de l'événement sera également communiquée, sous la même forme et dans le même délai, par la partie qui s'en prévaut à l'autre partie.

La partie invoquant la force majeure mettra tout en œuvre pour éviter ou éliminer les « causes » de retard ou suspension et exécuter ses obligations dans les meilleurs délais, sans qu'il en résulte une quelconque charge financière pour l'autre partie.

Toutefois, au-delà d'un délai de trente (30) jours calendaires d'interruption de l'exécution des obligations pour cause de force majeure, chaque partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'autre partie, avec prise d'effet immédiate de la résiliation.

14.2 – Résiliation liée à une inexécution d'obligations contractuelles

En cas d'inexécution par l'une des parties de l'une des obligations fixées à la présente convention, intervenant en dehors d'un cas de force majeure, l'autre partie se réserve le droit, après mise en demeure adressée à la partie défaillante par courrier avec accusé de réception et restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de sa réception, de considérer la présente convention comme résiliée de plein droit aux torts et griefs de la partie défaillante, sans préjudice de tout recours en dommages et intérêts complémentaires.

Si la résiliation fait suite à une défaillance du bénéficiaire, ce dernier devra s'acquitter de la redevance due à l'Établissement au titre de son exploitation jusqu'à la date de résiliation de la convention, sans préjudice de tout dommages et intérêt complémentaires à payer en faveur de l'Établissement. Le paiement par le bénéficiaire de la redevance et le retrait des appareils et matériels du bénéficiaires des espaces de l'Établissement devront intervenir dans le délai maximal de quinze (15) jours ouvrés suivant la prise d'effet de cette résiliation.

ARTICLE 15 : DROIT APPLICABLE ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

La présente convention est soumise à la loi française.

Toutes les contestations ou litiges susceptibles de naître consécutivement à la conclusion, à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Paris, à qui les parties attribuent juridiction.

ARTICLE 16 : ANNEXES

Les annexes listées ci-après compléteront les dispositions de la présente convention et feront partie intégrante des présentes :

- Annexe 1 : Offre commerciale du bénéficiaire au titre de son offre (Liste et grille des tarifications des boissons et des denrées alimentaires proposées à la vente),
- Annexe 2 : Caractéristiques techniques des appareils destinés à la distribution des boissons et des denrées alimentaires.
- Annexe 3 : État des lieux d'entrée et de sortie établi contradictoirement.

FAIT À PARIS, EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX, LE

Pour le bénéficiaire,

Le/La représentant(e) légal(e)

Pour l'Établissement,

La Directrice générale
Madame Constance RIVIÈRE

Par délégation, la Secrétaire générale
Madame Mariane SAÏE